

## Note macroéconomique – Mali

La croissance moyenne de l'économie malienne au cours des dernières années a été de 4.5% (une croissance de 5.8 % en 2010 a été annoncée le 1<sup>er</sup> avril 2011 lors du communiqué de presse de la mission FMI dans le cadre de la conduite de la 6<sup>ème</sup> revue FEC<sup>1</sup>) pour une inflation de 1.4%; les projections pour 2011 tablent sur 5.3%, pour une inflation de 4.5% (au lieu de 2.6%).

	2008	2009	2010		2011		2012	2013
		Est.	Prog. <sup>1</sup>	Proj.	Proj. <sup>1</sup>	Prog.	Proj.	
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
PIB réel	5,0	4,5	5,1	4,5	5,3	6,0	5,4	4,8
Inflation IPC (moyenne)	9,1	2,2	2,1	1,4	2,6	2,0	2,1	2,3
Recettes	15,5	17,1	16,9	17,0	17,0	16,4	16,8	17,2
Dons	3,4	4,6	3,9	3,6	3,8	4,7	4,4	4,1
Total des dépenses et prêts nets	21,2	25,9	25,5	24,2	24,8	25,4	24,8	24,3
Solde global (base ordonnancement, hors dons)	-2,2	-4,2	-4,6	-3,6	-4,0	-4,3	-3,5	-3,0
Solde de base	-1,0	-1,4	-2,4	-2,0	-2,0	-2,0	-1,5	-1,0
Solde de base sous-jacent	-1,0	-0,8	-1,1	-0,8	-1,0	-1,3	-1,0	-1,0
Dettes	21,6	24,2	26,2	28,9	28,0	29,8	30,4	31,0
Solde extérieur courant (transferts officiels compris)	-12,7	-7,5	-7,9	-8,5	-9,1	-8,0	-8,0	-8,7
Balance globale des paiements	-0,1	5,0	-0,5	-0,8	-0,4	0,4	0,3	0,3

Sources : autorités maliennes et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Rapport des services du FMI n°10/255 : Mali — Consultations de 2010 au titre de l'article IV et quatrième revue au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

Source : Rapport 5<sup>e</sup> revue FEC- FMI

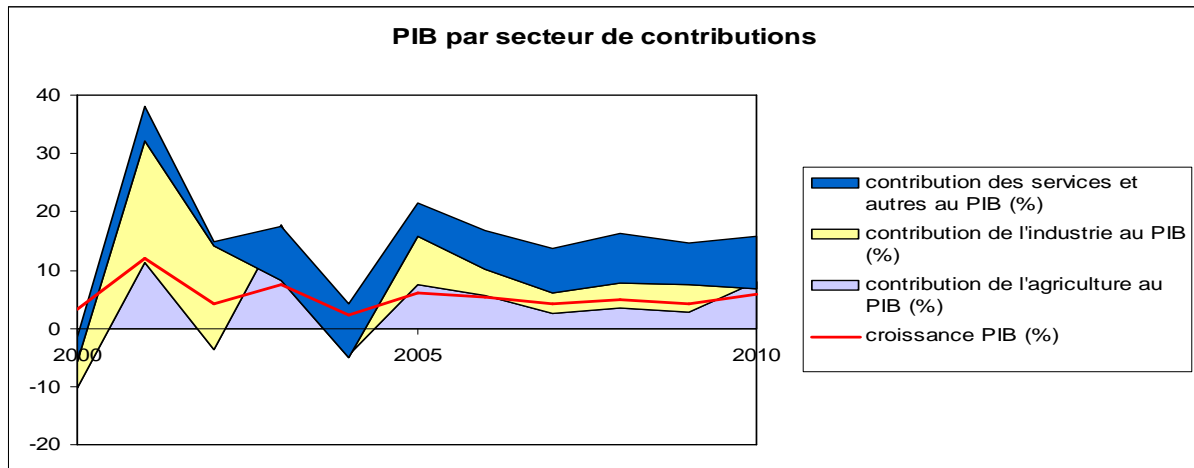
En 2010, la croissance était soutenue principalement par les sous-secteurs de l'agriculture vivrière et des transports et télécommunications, ainsi que par les sous-secteurs de l'élevage et du commerce.

Les cultures d'exportation, y compris le coton, ont connu une forte croissance en 2010 (11.4 %) mais continuent d'avoir une contribution marginale à la croissance du fait de leur faible poids dans le PIB (2.6 %). En revanche, la forte contraction des activités minières (-16.2 %) notamment de la production aurifère a occasionné une perte de 1.1 point de pourcentage de croissance du PIB réel en 2010.

La crise postélectorale en Côte d'Ivoire, de décembre 2010, a entraîné un ralentissement de l'activité économique et une poussée des pressions inflationnistes au Mali. Cette crise s'est pour le moment atténuée avec l'arrestation du président sortant Laurent Gbagbo en avril 2011. Néanmoins, si elle venait à perdurer, elle affectera les perspectives économiques jusqu'en 2012. Les projections de 2011 prennent en compte ces effets, sous l'hypothèse de bonnes conditions de la campagne agricole, d'un rebond de la production aurifère et d'une augmentation des cours de l'or et du coton

<sup>1</sup> <http://www.imf.org/external/french/np/sec/pr/2011/pr11111f.htm>

La structure de l'économie malienne, caractérisée par la prédominance des secteurs primaire (36 % du PIB) et tertiaire (35.6 %), n'a pas beaucoup évolué au cours des dix dernières années. Le secteur primaire est dominé par l'agriculture vivrière (20.6 % du PIB) et l'élevage (8.1 %). Le commerce (14.4 % du PIB), les services non marchands (8.7 %) et les transports et télécommunications (5.4 %) constituent les principales activités du tertiaire, tandis que l'extraction minière (5.6 % du PIB) et la construction (5.2 %) forment l'essentiel du secondaire. Cette structure du PIB devrait rester stable en 2011, avec une légère diminution des parts des secteurs primaire et tertiaire au profit du secteur secondaire, grâce à la reprise de la production minière.



Le secteur primaire a augmenté de 7.7 % en 2010<sup>2</sup>. Une hausse qui correspond à une contribution de 2.8 points de pourcentage à la croissance totale du PIB réel. Cette forte participation du secteur primaire est imputable à l'agriculture vivrière, qui a bénéficié d'une pluviométrie favorable, et de l'Initiative riz.

Les cultures d'exportation, y compris le coton, ont connu une croissance importante en 2010 (11.4 %) mais contribuent toujours marginalement à la croissance du pays du fait de leur faible poids dans le PIB (2.6 %). La filière coton a connu une augmentation, aussi bien des volumes de production et d'exportation que des cours internationaux. Cette tendance devrait se maintenir en 2011, soutenue par un contexte international favorable et les mesures incitatives préconisées par le gouvernement pour relancer la production cotonnière et accélérer le processus de privatisation de la Compagnie malienne de développement textile (CMDT).

Du fait de sa contraction de 2.1 % en 2010, le secteur secondaire a affecté négativement la croissance du PIB réel. Ce secteur a été frappé par la chute de 16.2 % de la production d'or en 2010. En cause, le retard dans l'exploitation d'une nouvelle mine. Le sous-secteur des bâtiments et des travaux publics, en revanche, a enregistré une croissance de 7 % en 2010. Elle a été tirée par les investissements dans le cadre de la poursuite du programme de logements sociaux et les travaux de construction du troisième pont de Bamako.

Le secteur tertiaire, avec 4.5 % de croissance en 2010, a contribué pour 1.7 point de pourcentage à la croissance du PIB. Cette évolution positive s'explique par le dynamisme des transports et télécommunications (5.5 % de croissance), du commerce (5 %) et des services

<sup>2</sup> Données Banque Mondiale, et Lois des finances 2010-2011

non marchands (3 %). Ces sous-secteurs ont été en partie soutenus par la consolidation de la demande intérieure, notamment la consommation privée, qui représente 68.4 % du PIB.

Les investissements bruts ont connu une croissance de 6.4 % en 2010. Ainsi, la formation brute du capital est passée de 20 % du PIB en 2009 à 22 % en 2010.

Cette situation s'explique, d'une part, par la croissance des investissements publics, notamment dans la modernisation de l'aéroport de Bamako, la construction du troisième pont de cette ville, les infrastructures universitaires et d'éducation professionnelle, les centres de santé communautaires et hôpitaux. Elle s'explique, d'autre part, par des investissements privés qui ont été favorisés par une légère amélioration des infrastructures.

Selon le FMI, le Mali a réalisé une bonne performance dans le cadre du programme de convergence économique de l'UEMOA et de son programme de réforme, soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC) conclu pour la période 2008-10, et prolongée jusqu'en fin 2011.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 12.8 % entre 2009 et 2010, passant de 689.7 milliards FCFA en 2009 à 778.1 milliards FCFA en 2010. Cette performance s'explique notamment par la bonne tenue des recettes fiscales, qui ont augmenté entre 2009 et 2010 grâce à la poursuite de la modernisation des services fiscaux, l'intensification de la lutte contre la fraude, la fin de certaines exonérations accordées en soutien à la crise alimentaire et énergétique, et une meilleure gestion du crédit TVA<sup>3</sup>.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 10% entre 2009 et 2010, passant de 1154.8 milliards FCFA en 2009 à 1276.3 milliards en 2010. Cette situation traduit une accentuation des dépenses courantes et une baisse des dépenses d'investissement. Une situation imputable à la baisse des financements extérieurs, qui sont en dessous des prévisions initiales du fait du report de certains décaissements.

Le solde déficitaire du compte courant s'est détérioré, passant de -7.3 % du PIB en 2009 à -8.8 % en 2010<sup>4</sup>. Cette accentuation du déficit du compte courant, en dépit de la légère baisse du déficit commercial, était essentiellement due à la détérioration du solde excédentaire des transferts. L'augmentation des exportations d'or en 2011 devrait contribuer à améliorer la balance commerciale et la balance des paiements, ainsi qu'à reconstituer les réserves officielles de la BCEAO.

L'analyse de la viabilité de la dette, dans le cadre de la 5e revue de la FEC, indique que le risque de surendettement du Mali est passé de faible en 2009 à modéré en 2010, à cause de l'augmentation de la volatilité des exportations. Sous les hypothèses de base, tous les ratios du stock et du service de la dette publique resteront en dessous des seuils de soutenabilité durant toute la période de projection. L'analyse montre que la viabilité de la dette publique est devenue sensible aux chocs sur les exportations. Par conséquent, la viabilité de la dette dépendra de la poursuite de politiques budgétaires prudentes.

---

<sup>3</sup> Loi des finances 2010

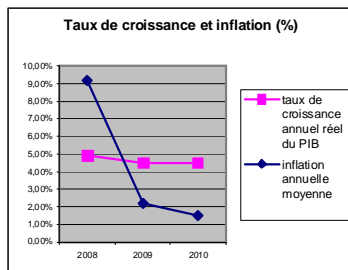
<sup>4</sup> Données FMI

MALI - PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET SOCIAUX

MALI ASS

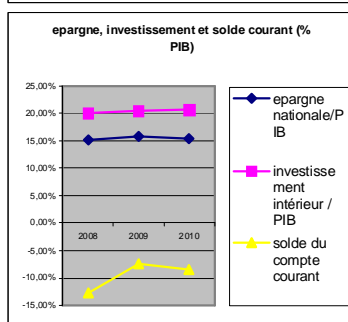
INDICATEURS STRUCTURELS

INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES



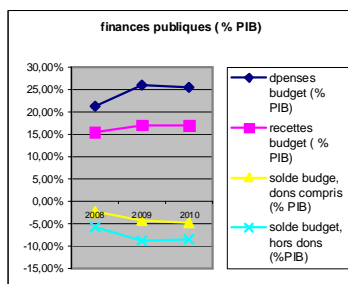
Population (millions 2009)	14,5	839
% population entre 0 et 14 ans	44,30%	43,00%
% population entre 15 et 64 ans	53,40%	54,00%
% population de plus de 65 ans	2,30%	3,00%
Croissance annuelle moyenne de la population	3,60%	2,50%
Population urbaine (% de la population totale)	32%	36%

INDICATEURS SOCIAUX



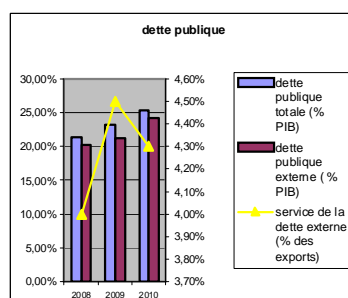
RNB par habitant (US\$ - méthode Atlas)	607	1082
RNB par habitant (US\$ - en PPA)	1153	1990
APD nette par habitant (US\$)	75,9	44
part de la population vivant avec moins de 2\$ par jour	77%	73%
Espérance de vie à la naissance	49	51
Mortalité infantile (pour 1000 naissances)	103	146
Accès à l'eau potable (% de la population)	56%	58%
Analphabétisme( en % de la population de plus de 15ans)	74%	38%
Taux d'achèvement du cycle primaire (% cohorte)	98	63%
Classement selon l'indicateur de développement humain 2009 (sur 182 pays)	178	so

INDICATEURS ECONOMIQUES



Structure de l'économie (2009, % du PIB)		
Agriculture	36,50%	25%
Industrie	18,40%	14,50%
Services	38%	46,00%
PIB (en milliards de FCFA, 2009)	3895	
PIB (en milliards de US\$, 2009)		568
croissance annuelle moyenne 2000/2009 (%)	5,25%	5,50%
Taux d'ouverture de l'économie (2009, imports+exports en % du PIB)	52,37%	79,80%

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS CONJONCTURELS



	2008	2009	2010
Taux de croissance annuel réel du PIB	4,90%	4,50%	4,50%
Investissement intérieur / PIB	20,10%	20,50%	20,70%
Epargne nationale / PIB	15,20%	15,70%	15,30%
Inflation annuelle moyenne	9,20%	2,20%	1,50%
Exportations de biens (variations annuelles)	-10%	6,77%	14%
Importations de biens (variations annuelles)	-14,70%	8,54%	9,14%
Solde de la balance commerciale (% PIB)	-7,82%	-3,02%	-3,32%
Solde du compte courant (% PIB)	-12,70%	-7,50%	-8,50%
Recettes budgétaires (% PIB)	15,50%	17,10%	16,90%
Dépenses budgétaires (% PIB)	21,20%	25,90%	25,50%
Solde budgétaire hors dons (% PIB)	-5,70%	-8,80%	-8,60%
Solde budgétaire, dons compris (% PIB)	-2,30%	-4,20%	-4,70%
Dettes publiques			
Dettes publiques totales (% PIB)	21,30%	23,20%	25,25%
VAN dette publique externe (en % PIB)	11,50%	11,00%	11,90%
Dettes publiques externes (% PIB)	20,21%	21,20%	24,20%
Dettes publiques internes (% PIB)	2,50%	3,00%	2,10%
Service de la dette externe (en % des exports)	4,00%	4,50%	4,30%

INDICATEURS DE VULNERABILITE

Taux du \$ (fin de période)	481,5	449,3	489,9
Prix de l'or (\$/l'once d'or fin-séance officielle de Londres)	872	973	1183
Prix du pétrole (US\$/baril)	97	61,8	76,2
Termes de l'échange (variations annuelles)	36,7	27,7	1,1